



**HAL**  
open science

## Frédo Krumnow et l'invention d'un environnementalisme ouvrier

Renaud Bécot

► **To cite this version:**

Renaud Bécot. Frédo Krumnow et l'invention d'un environnementalisme ouvrier. Mission écologie/Auftrag Ökologie. Tensions entre conservatisme et progressisme dans une perspective franco-allemande/Konservativ-progressive Ambivalenzen in deutsch-französischer Perspektive, Peter Lang, 2018, 9782807602786. halshs-02275597

**HAL Id: halshs-02275597**

**<https://shs.hal.science/halshs-02275597v1>**

Submitted on 2 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Version provisoire. Le texte définitif peut être consulté dans l'ouvrage :

HANSE Olivier, LENSING Annette, METZGER Birgit (dir.), *Mission écologie/ Auftrag Ökologie Tensions entre conservatisme et progressisme dans une perspective franco-allemande/ Konservativ-progressive Ambivalenzen in deutsch-französischer Perspektive*, Berne, Peter Lang, 2018.

### Frédo Krumnow et l'invention d'un environnementalisme ouvrier

Renaud Bécot (Centre d'Histoire de Sciences Po – Paris)

«Pour ce qui est de la sensibilisation politique des gens, c'est la question des femmes et des immigrés dans la société, ce sont les problèmes d'environnement, de cadre de vie, de pollution, de spéculation qui me paraissent particulièrement importants. Des mobilisations populaires sur ces problèmes – pensez par exemple à l'affaire des «boues rouges» – concrétisent le mieux l'intuition qu'il faut changer la société, changer la vie<sup>1</sup>». Interrogé sur les priorités du mouvement syndical en 1973, un responsable de premier plan pouvait affirmer que la question environnementale intéressait en premier lieu les salariés. Ces propos recueillis par André Gorz étaient énoncés par Frédo Krumnow, responsable du secteur revendicatif de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)<sup>2</sup>.

Bien qu'il «s'impose jusqu'à sa disparition prématurée en 1974 comme l'une des figures les plus marquantes et les plus attachantes de l'histoire de la CFDT<sup>3</sup>», la mémoire de ce militant est aujourd'hui activement travaillée par l'oubli<sup>4</sup>. Hormis les notes biographiques de Franck Georgi<sup>5</sup>, l'historiographie syndicale se borne trop fréquemment à évoquer la figure fixée par le récit journalistique de Hervé Hamon et Patrick Rotman, selon lesquels «Krumnow conservera de son passage à Charléty une image gauchiste dont Edmond Maire ne saurait que se féliciter, a posteriori, qu'elle lui ait été épargnée<sup>6</sup>». Réduit à la figure de l'opposant de «gauche» dans son organisation, la

---

1 Michel Bosquet et Jean Moreau, «Entretien avec Frédo Krumnow. Que faire dans les trois ans qui viennent», in: *Le Nouvel Observateur*, 19 mars 1973, pp. 38-39. Rappelons que Michel Bosquet est le pseudonyme journalistique d'André Gorz, lequel n'a pas encore débuté la publication de ses écrits écologistes à cette date.

2 Cet article a bénéficié des remarques des participants à l'école d'hiver de Metz et Sarrbrücken, ainsi que des coordinateurs de l'ouvrage. Je remercie également Anne Marchand pour ses remarques qui ont permis de préciser une première version de ce texte.

3 Franck Georgi, *L'invention de la CFDT, 1957-1970*, L'atelier, Paris, 1995, pp. 460-465.

4 Dans un colloque consacré à l'histoire de la CFDT en Alsace, l'oubli de cette figure était déjà relevé au terme de ce colloque. Voir Charlotte Herfray, «Témoignage», François Igersheim, Jean Lecuir, François Uberfill (éds.), *De la CFTC à la CFDT, 1964. L'évolution confédérale, l'adhésion de l'Alsace*, Bf éditions, Strasbourg, 2004.

5 Signalons toutefois deux notices du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, l'une dans le *Maitron en ligne*, l'autre dans le Tome 7 du *Maitron* (période 1940-1968), ainsi qu'un article de Félix Kilstett, «Frédo Krumnow, ouvrier catholique alsacien !», in: *Cahiers de l'Alsace Rouge*, n° 3, juin 1977.

6 Rappelons que le meeting de Charléty rassemble la gauche non-communiste au paroxysme des mobilisations de Mai-Juin 1968. Voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Seuil, Paris, 1984, p. 217. Pour une critique bienvenue de cette approche, voir: Nicolas Defaud, *La CFDT*

dimension écologiste de ses réflexions reste négligée par l'historiographie.

Or, ce militant reste marquant pour des responsables syndicaux contemporains qui le désignent comme l'un des « grands penseurs de la CFDT<sup>7</sup> ». En effet, Frédo Krumnow s'intéresse dès les années soixante aux mobilisations environnementales ouvrières. Saisissant l'opportunité de la rénovation idéologique de la CFDT alors en cours<sup>8</sup>, il incite son organisation à penser les problèmes écologiques liés à la production industrielle. Il livre dès lors une contribution originale articulant une position favorable au socialisme autogestionnaire et proche des préoccupations écologistes<sup>9</sup>. Il participe à l'élaboration d'une variante française d'un environnementalisme ouvrier, en portant une attention constante aux inégalités environnementales affectant les catégories de travailleurs les plus exposés aux risques. Dans cette approche,

«les luttes environnementales de la classe ouvrière n'ont pas comme objectif principal la protection de la nature en tant que telle, ou des autres espèces vivantes en soi, parce qu'elles se concentrent généralement sur des questions de "classe" ou de "genre". Néanmoins, elles peuvent être définies comme des luttes environnementales, car elles sont l'expression d'un type d'écologie alternatif à celui de la classe moyenne et des réglementations nationales et internationales<sup>10</sup>».

La genèse de cette réflexion s'inscrit dans un contexte de mutation des mouvements sociaux. En effet, la « crise catholique de la société française<sup>11</sup> » mène au déplacement vers la gauche du spectre politique de courants auparavant réputés conservateurs. Les « années 1968 » sont ensuite considérées d'une part comme celles d'une « insubordination ouvrière<sup>12</sup> » et, d'autre part, comme celles de l'affirmation de mouvements écologistes<sup>13</sup>. Les revendications et les répertoires d'action qui se développent alors interpellent les organisations de salariés. La réflexion de Krumnow se comprend

---

(1968-1995). *De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 37.

7 Au cours d'un entretien, l'ancien responsable de l'Union régionale interprofessionnelle CFDT de Bretagne, André Marivin, insiste sur l'apport théorique de Frédo Krumnow au regard de l'évolution ultérieure de cette confédération : « Parce que c'était un grand penseur, Frédo Krumnow, hein. Il y en avait d'autres à la CFDT à l'époque... Il y en a peut-être moins maintenant, mais enfin bon. Le socialisme démocratique, ça a vraiment été un des grands apports de Krumnow ou d'Edmond Maire aussi (...). Enfin, d'ailleurs, je préférerais la pensée de Krumnow à celle d'Edmond Maire. Il insistait beaucoup, effectivement, sur les fabrications inutiles ». Entretien avec A. Marivin, 21 février 2012.

8 En profonde transformation idéologique, la majorité de la Confédération Française des Travailleurs Catholiques décide d'une déconfectionnalisation de l'organisation. La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) est ainsi fondée en 1964.

9 Ces réflexions préfigurent les programmes des courants écosocialistes des années 2000 dont les thèmes principaux (planification écologique, critique du « progrès destructif », volonté de revalorisation de la « valeur d'usage », etc.) se retrouvaient sous la plume de Krumnow. Voir Michaël Lowy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et une nuits, Paris, 2011.

10 Sur la notion d'environnementalisme ouvrier, voir Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », in : *Écologie & Politique*, n° 50, 2015, p. 29. Pour une approche française, je me permets de renvoyer à Renaud Bécot, *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingts*, Thèse d'histoire, EHESS, 2015. À paraître.

11 Denis Pelletier, *La crise catholique. Religion, société, politique en France (1965-1978)*, Paris, Payot, 2002;; Suzanne Berger, « Déclin religieux et recomposition politique : une interprétation de l'exemple français », in : *Archives de sciences sociales des religions*, n° 66, 1988. pp. 147-182.

12 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les usines. Essai d'histoire politique des usines*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007.

13 Alexis Vrignon, *Les mouvements écologistes en France de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt*, Thèse d'histoire, Université de Nantes, 2014. À paraître aux Presses Universitaires de Rennes.

donc par son insertion dans ces mouvements et sa confrontation aux vécus ouvriers. Plutôt que de saisir la rencontre des préoccupations sociales et écologiques sous l'angle des controverses théoriques<sup>14</sup>, il s'agit dès lors de «considérer les idées ou les doctrines politiques non plus comme de simples discours sur le monde ou les finalités de l'action humaine, mais comme des actes de langage à part entière, comme des actions inscrites dans des stratégies et destinées à infléchir le cours des choses<sup>15</sup>». Autrement dit, l'environnementalisme ouvrier élaboré par Krumnow se nourrit des mobilisations sociales, qu'il contribue à alimenter en retour. L'effort intellectuel s'accompagne constamment d'une réflexion sur les conditions d'une action collective des travailleurs en matière d'environnement.

Pour étudier ces deux dimensions ensemble, nous mobilisons d'abord les textes rédigés par Frédo Krumnow lui-même. Participant aux réseaux du catholicisme social qui utilisent la pratique de la «révision de vie<sup>16</sup>», ce militant développe une «réceptivité à l'examen (auto)biographique<sup>17</sup>», permettant aux historiens de mobiliser ses écrits en complément des archives confédérales de la CFDT. Nous revenons dans un premier temps sur sa formation militante, reflétant la trajectoire classique des militants ouvriers chrétiens de l'après-guerre, avant d'explorer son rôle dans la définition d'une politique syndicale de l'environnement. Enfin, alors qu'il est lui-même atteint d'un cancer dont il décède en 1974, le militant s'intéresse aux conflits portant sur la santé au travail. Il livre alors une interprétation de la maladie comme le symptôme d'une crise environnementale plus vaste, tout en invitant à considérer des alternatives au productivisme.

## Un parcours «ordinaire»: de l'enfance ouvrière au militantisme chrétien

Frédo Krumnow naît en 1927 à Mulhouse, cité ouvrière marquée par la présence ancienne de l'industrie textile et par sa situation frontalière avec l'Allemagne. Né d'un père protestant et d'une mère catholique, il souligne «qu'aucun d'eux ne pratiquaient plus<sup>18</sup>». Son enfance est marquée par

---

14 Sébastien Jahan et Jérôme Lamy, «Introduction: Pour une histoire de l'écosocialisme», *in: Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, 2016, pp. 11-32.

15 Nicolas Belorgey, Frédéric Chateignier, Mathieu Hauchecorne et Étienne Pénissat, «Théories en milieu militant. Introduction», *in: Sociétés contemporaines*, n° 81, 2010, p. 7

16 La révision de vie est une réunion de militants chrétiens, au cours de laquelle un «fait de vie» est soumis à la discussion collective, afin de juger la réaction appropriée à ce «fait» selon des «valeurs chrétiennes».

17 Luc Berlivet et Frédéric Sawicki, «La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre», *in: Politix*, n° 27, 1994, p. 114

18 Frédo Krumnow, *Croire ou le feu de la vie*, Éditions Ouvrières, Paris, 1975, p. 31

l'insertion dans une famille où «tout le monde militait un peu d'une façon ou d'une autre, surtout les hommes: à l'usine on militait au syndicat – à l'époque c'était la grande et presque unique CGT – dans le quartier, au parti socialiste, mais aussi, pour l'un ou l'autre, dans la vie culturelle<sup>19</sup>».

La singularité alsacienne réside dans la densité du tissu associatif ouvrier où perce «l'empreinte de la social-démocratie [germanophone qui] prétendait encadrer tous les aspects de la vie ouvrière<sup>20</sup>». Au cours de sa jeunesse, Frédo Krumnow s'inscrit chez les *Faucons rouges*, alors que sa famille profite des infrastructures bâties par les *Amis de la nature* pour permettre aux ouvriers de se rendre dans les Vosges<sup>21</sup>. Ces deux associations sont nées dans les réseaux de la social-démocratie autrichienne, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et leur implantation en France reste concentrée sur la frontière allemande. Elles nourrissent une vision hygiéniste et utilitaire de la nature, considérant que son investissement permettrait de développer des sociabilités présumées plus égalitaires. Le projet de ces associations est éloigné des préoccupations écologistes ou d'un souci de «protection de la nature». Toutefois, elles contribuent à alimenter une sensibilité particulière aux questions environnementales parmi les classes populaires car «pour un socialiste ou un communiste alsacien ou mosellan, la reconquête du corps et de la nature faisait partie, de façon évidente, de la lutte émancipatrice du prolétariat. Il avait aussi, dans l'héritage allemand (...), la croyance à une sorte de lien spontané entre cette réappropriation du corps et de la nature et l'émancipation sociale<sup>22</sup>».

Ce tissu de sociabilités ouvrières est mis à rude épreuve car la Seconde Guerre mondiale est ressentie comme une rupture brutale<sup>23</sup>. Parvenant à fuir lorsqu'il reçoit un ordre d'intégration à la Wehrmacht en 1944, Frédo Krumnow est davantage marqué par les contraintes et internements successifs de son père, dont il ne découvre la nationalité allemande qu'à la veille de la guerre<sup>24</sup>. Comme pour d'autres militants catholiques ouvriers de cette génération<sup>25</sup>, cette expérience érode les systèmes de croyance de l'adolescent. La sortie de guerre ouvre une période de disponibilité biographique<sup>26</sup> menant l'adolescent à se montrer réceptif à de nouvelles pratiques politiques: il découvre la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) à l'occasion d'un meeting organisé à la Maison du Peuple de Mulhouse, le 1er juillet 1945<sup>27</sup>. «Je retrouve», écrit-il, «l'émotion des rassemblements de

---

19 *Ibidem*.

20 Jean-Claude Richez et Léo Strauss, «Tradition et renouvellement des pratiques de loisirs en milieu ouvrier dans l'Alsace des années trente», in: *Revue d'Alsace*, n° 113, 1987, p. 217.

21 Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 33.

22 Jean-Claude Richez et Léo Strauss, (note 19), p. 235.

23 Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 52.

24 *Ibid.*, pp. 76-77.

25 «Cette réaction se vit d'abord sur le mode de la souffrance “rentrée” ou à travers l'énonciation d'un discours de révolte sociale qui prend sa source dans les effets économiques de la disparition du père ou de la dislocation familiale», Luc Berlivet et Frédéric Sawicki, (note 15), p. 130.

26 Sur ce concept, voir Doug McAdam, «The Biographical Consequences of Activism», in: *American Journal of Sociology*, n° 54, 2001, pp. 744-760;; Johanna Siméant, «Entrer et rester en humanitaire: des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises», in: *Revue française de science politique*, n° 51, 2001, pp. 47-74.

27 La trajectoire de Krumnow est partagée par d'autres catholique ouvrier alsaciens, voir par exemple Eugène Kurtz,

masse dont j'étais fier (...). Cela rejoignait les manifestations d'avant-guerre auxquelles j'avais participé<sup>28</sup>». L'intérêt immédiat porté à la JOC s'explique par deux sentiments mêlés, celui d'une émotion collective ravivant des sociabilités éprouvées par la guerre se conjugue au projet jociste fondé sur un «discours qui fait de la classe ouvrière le moteur de l'émancipation collective<sup>29</sup>».

Dans la mesure où l'organisation se pensait initialement comme un dispositif de reconquête du monde ouvrier par l'Église<sup>30</sup>, Frédo Krumnow peut adhérer à la JOC sans être croyant. Il fait rapidement l'apprentissage des méthodes jocistes, celles de l'enquête ouvrière fondée sur le triptyque «voir-juger-agir». Partant d'une observation des conditions de vie et de travail, les jocistes se réunissent ensuite pour délibérer et confronter leurs constats aux valeurs religieuses, en vue de définir des revendications pour améliorer les conditions matérielles des communautés ouvrières. Le nouveau militant affirme une volonté d'utiliser cette méthode « dans toute sa rigueur: que le «voir» ne soit pas un simple survol, mais un examen complet et précis de la réalité, et que le «juger» n'en reste pas à quelques appréciations morales<sup>31</sup>». Il invite à user des outils forgés par différents courants des sciences sociales, à commencer par le recours aux méthodes d'analyse du marxisme<sup>32</sup>.

L'adhésion à la JOC conduit Frédo Krumnow à développer une foi auparavant inexistante<sup>33</sup>. Sa formation militante et religieuse est approfondie lors de sessions organisées avec des théologiens ou des scientifiques. Dès septembre 1946, il devient permanent fédéral JOC en Alsace et rencontre le «chef de province», le futur secrétaire général de la CFTC-CFDT, Eugène Descamps<sup>34</sup>. Alors que ce dernier devient secrétaire général de la JOC, Krumnow le rejoint à Paris à la fin de l'année 1948 pour devenir secrétaire national en charge des apprentis, tout en étant mandaté pour nouer des échanges avec la JOC allemande. Les deux militants développent des habitudes de travail en commun qui se poursuivront pendant toute leur carrière. Début 1951, Frédo Krumnow quitte ses fonctions pour reprendre le chemin de l'Alsace. Il réalise un choix professionnel radical: auparavant employé dans une caisse d'épargne après avoir réalisé de brèves études commerciales, il «retourne à la base, faire une expérience dans la réalité concrète d'une entreprise, [pour] devenir le levain de la pâte<sup>35</sup>». Lui qui n'avait «jamais travaillé sur une machine» devient manœuvre dans l'industrie textile. Ses premiers souvenirs de l'usine se confondent avec l'odeur des substances chimiques utilisées pour la teinture et l'explosion des machines. Il entreprend de former une section syndicale

---

*La guerre malgré moi: de Schirmeck à Moscou*, Coprur, Strasbourg, 2003.

28 Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 82

29 Denis Pelletier, *La crise catholique*. (note 11), p. 91.

30 Voir notamment Rolande Trempé, «De la libération à aujourd'hui», Pierre Perrard, Michel Launay, Rolande Trempé (éds.), *La JOC. Regards d'historiens*, Éditions ouvrières, Paris 1984, pp. 107-204

31 Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 21

32 *Ibid.*

33 Ce n'est pas un cas isolé, voir Franck Georgi, *Eugène Descamps. Chrétien et syndicaliste*, L'Atelier, Paris, 1997.

34 *Ibid.*, p. 108;; Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 89.

35 Frédo Krumnow, *Croire*. (note 18), p. 93.

CFTC, tout en nourrissant le projet d'articuler l'action syndicale dans l'entreprise avec les enjeux du hors-travail. Il reste inséré dans un dense tissu associatif puisqu'il participe à l'Action catholique ouvrière, préside les Associations populaires familiales au niveau départemental et rejoint le Parti socialiste unifié (PSU) lors de sa fondation en 1960<sup>36</sup>. Ces engagements alimentent son intérêt pour les enjeux liés à la consommation populaire ou à l'aménagement urbain.

## La question environnementale et la planification démocratique

Élu secrétaire de la fédération CFTC du textile en 1960, puis de la fédération Hacuitex en 1966, Frédo Krumnow s'implique dans les débats sur la déconfessionnalisation de son organisation syndicale. En préparation du congrès confédéral de 1970, il est responsable d'un rapport qui consacre l'insertion de la question environnementale dans le programme cédétiste. Ce document s'inscrit dans un projet de rénovation idéologique de l'organisation dont il faut rappeler ici les caractéristiques. En 1959, la CFTC adopte une «résolution sur la planification démocratique<sup>37</sup>». Le texte porte une critique des priorités fixées par les institutions du Plan en France et invite à ériger «les besoins» exprimés par les salariés en principes directeurs de la planification. Au lendemain du congrès de 1964 (où la majorité de la CFTC fait le choix de la mutation en CFDT), les militants investissent ce projet de planification démocratique pour maintenir «un syndicalisme idéologique» porteur d'un projet d'émancipation, qu'ils opposent à une pratique syndicale fondée sur des revendications dites quantitatives<sup>38</sup>. La réflexion cédétiste sur l'autogestion des entreprises s'inscrit dans la continuité de ces débats. Si Frédo Krumnow affirme avoir évoqué «le droit à l'autogestion des travailleurs<sup>39</sup>» dès 1956, ses réflexions sont diffusées au lendemain d'un voyage d'étude qu'il réalise en 1965 avec des militants catholiques pour observer les entreprises yougoslaves «autogérées». En poursuivant le débat avec Edmond Maire (alors secrétaire de la Fédération unifiée de la chimie) et Albert Détraz (responsable du secteur politique de la CFDT), ces trois figures

---

36 A l'instar d'autres militants catholiques en milieu ouvrier, voir Nicolas Hatzfeld, «Engagements en mouvance. L'action plurielle et flexible de catholiques à Sochaux-Montbéliard (des années 1950 aux années 1990)», Danielle Tartakowsky et Françoise Tétard (éds.), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité ?*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2006, pp. 331-339.

37 «Résolution générale» du congrès de la CFTC en 1959. *Syndicalisme Hebdo*, 27 juin 1959. Sur la planification, voir Franck Georgi, *L'invention de la CFDT. (note 3)*, pp. 33-39.

38 Au cours de ces années, l'usage de cette notion désigne souvent les revendications centrées sur l'aménagement de la relation salariale (montant des revenus, temps de travail, etc.), au détriment de celles portant sur le contenu ou la finalité du travail. *Ibid.*, pp. 83-142.

39 Frédo Krumnow, *Croire. (note 18)*, p. 117.

s'imposent parmi les principaux penseurs de l'autogestion dans le mouvement syndical français<sup>40</sup>.

La préparation du rapport confié à Frédo Krumnow en amont du congrès de 1970 débute au sein d'un groupe de travail sur les «problèmes humains dans une société en développement», mis en place dès 1967. La réflexion s'inscrit dans une double perspective: lutter contre toutes les inégalités sociales et esquisser les traits d'un socialisme démocratique<sup>41</sup>. Ce rapport propose donc de répondre à la crise environnementale dans le cadre de la planification démocratique et d'un projet socialiste distinct des orientations portées par la CGT<sup>42</sup>. L'élaboration de ce rapport «Lutte contre les inégalités» est également imprégnée par le souffle des grèves ouvrières de Mai-Juin 1968 et la conviction que celles-ci étaient porteuses d'une extension du champ de la démocratie.

Diffusé à l'automne 1969, ce rapport identifie d'emblée les inégalités qui «s'étendent à tous les domaines<sup>43</sup>». Il affirme l'existence d'une causalité unique à l'extension des inégalités sociales et de la pollution: «de même que [la société industrielle moderne] produit des déchets matériels en abondance de plus en plus grande, de même [elle] produit des déchets humains individuels et collectifs. Elle sécrète et produit, par le fonctionnement normal de ses mécanismes, des situations de disparités<sup>44</sup>». Cette réflexion se prolonge dans le domaine sanitaire, considérant que «l'état de santé d'une population [est conditionné par] l'environnement alimentaire, hygiénique, social».

Dans un rapport où les concepts restent ouverts à l'interprétation, l'organisation de la société est analysée comme le produit d'une orientation répondant aux intérêts de «la production» («le profit commande la production et la production commande tout»). Cette logique façonnerait le cadre de vie des salariés<sup>45</sup>, lequel serait façonné pour servir la production et inciter à la consommation. La publicité est décrite comme «l'instrument idéal pour exercer [la] dictature économique [de la production] sur les consommateurs», devenant aussi un opérateur de stratification sociale dans la mesure où «elle répète que vous n'êtes rien si vous ne possédez pas le dernier gadget<sup>46</sup>». Or, selon Krumnow, «dans la mesure où la production est seule à inventer le produit, elle tient compte de ses impératifs propres<sup>47</sup>». En se reposant sur son expérience dans l'industrie textile, il estime que la création de nouveaux objets ne répondrait pas aux besoins populaires. Cette dynamique incite, selon

---

40 Ils publieront ensemble un long article théorique: Edmond Maire, Frédo Krumnow, Albert Détraz, «La CFDT et l'autogestion», Cerf, Paris 1973. Voir également Franck Georgi, «L'autogestion: une utopie chrétienne ?», in: Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (éds.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Seuil, Paris 2012, pp. 373-389.

41 «Entretien de Frédo Krumnow sur le rapport "Notre société est absurde"», *Syndicalisme Hebdo*, 24 juillet 1969.

42 Frédo Krumnow, «Si la CFDT est devenue socialiste, ce n'est pas en lisant Marx, Lénine, Mao ou Marcuse», in: Edmond Maire et CFDT (éd.), *Pour un socialisme démocratique*, Épi, Paris 1971, p. 99.

43 Archives confédérales CFDT (A-CFDT), 7H262. «Lutte contre les inégalités», p. 2

44 *Ibid.*, p. 3.

45 Sur la notion de cadre de vie, mobilisée par les syndicalistes pour s'opposer à «l'invention technocratique de l'environnement» lors de la création d'un ministère dédié, je me permets de renvoyer à mes travaux et à Michèle Durand et Yvette Harff, *La qualité de la vie. Mouvement écologique, mouvement ouvrier*, Mouton, Paris 1977.

46 A-CFDT, 7H262. «Lutte contre les inégalités», p. 19.

47 *Ibid.*, p. 20.



lui, à concevoir des biens de faible qualité, dont la durée de vie est limitée pour garantir une demande constante de nouveaux biens. Si «la production» est le principe organisateur du social, elle serait incapable de remédier à ses conséquences négatives. Selon le rapport,

«l'industrie ne se cure guère de ces conséquences. Elle lance le produit, elle organise la publicité, elle vend, que la société se débrouille (...). L'industrie ne nuit pas seulement à la collectivité par les produits dont elle l'encombre, sans se soucier des problèmes qu'elle pose, elle détruit aussi la nature. À Paris, on ne boit pas seulement de l'eau d'Evian, ou de Contrexeville à cause de la publicité. Cela fait belle lurette que les parisiens et les habitants d'autres zones industrielles ont perdu le goût de l'eau claire et limpide des rivières et des sources (...).

L'industrie exploite l'eau, la lumière, l'espace, l'air gratuitement ou presque, sans aucun scrupule, guidée par la soif du profit maximum. Elle appauvrit l'environnement, en produisant la saleté et le bruit et contribue à transformer en produit cher ce qui était précédemment gratuit ou à la portée de tous. Le producteur revend ensuite individuellement aux consommateurs un produit de remplacement correspondant à l'air, au silence, à l'eau, à la lumière ou à l'espace, dont il les a privé en réalisant à nouveau un profit sur l'opération (...).

La société industrielle capitaliste ne se soucie ni des déchets qu'elle produit (autant matériels qu'humains), ni des torts irréparables qu'elle fait à la nature au point de mettre en danger la survie de l'humanité<sup>48</sup>.»

L'incapacité à penser ces externalités constituerait le cœur d'une logique productiviste, inapte à organiser le social en dehors d'un recours systématique aux valeurs quantitatives, c'est-à-dire une compensation monétaire des risques sanitaires et environnementaux. Le projet cédétiste propose dès lors un renversement de perspective, en suscitant une parole populaire dans les décisions sur l'orientation de la production. La planification reposerait ainsi sur des assemblées formées dans les entreprises et à l'échelle des territoires pour associer salariés et habitants<sup>49</sup>.

Ces structures sont néanmoins de simples règles procédurales et ne garantissent nullement le caractère écologique des décisions adoptées. Leur fonctionnement devrait être contraint par la reconnaissance préalable des limites matérielles de l'exercice démocratique: le rapport énonce que la procédure se déroulerait dans «une économie où les ressources sont encore limitées». Plusieurs critères sont ensuite suggérés comme principes-directeurs pour orienter les décisions. Le rapport propose d'ériger la lutte contre la pollution en priorité, tout en énonçant une revendication immédiate consistant à intégrer le prix de la pollution dans les coûts de production<sup>50</sup>. Le rapporteur insiste sur la nécessité de réorganiser la production en fonction des «besoins réels» exprimés par la population et les salariés en postulant de la possibilité de revaloriser ainsi la valeur d'usage des biens (qualité, durée, etc.). En se fondant sur l'opposition marxiste entre valeur d'usage et valeur

---

48 *Ibid.*, p. 22.

49 *Ibid.*, p. 31.

50 Reprenant une réflexion de Bertrand de Jouvenel, «De l'économie politique à l'écologie politique», *La civilisation de puissance*, Fayard, Paris, 1976. Sur cet auteur, voir: Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Perrin, Paris 2008.

d'échange, le rapport engage la polémique avec les organisations revendiquant l'expérience des démocraties populaires car «aucune d'entre elles n'a trouvé de façon originale et socialiste d'aborder [ces problèmes]<sup>51</sup>».

Le rapport se conclut en suggérant que ces préoccupations resteraient pourtant latentes dans le monde ouvrier, «peu ou mal perçues», générant au mieux «un mouvement sentimental qui mobilise un instant l'opinion<sup>52</sup>». La mission du mouvement syndical consisterait à «administrer la preuve de l'absurde» par un travail d'éducation populaire reposant sur deux tâches principales. Ces militants devraient «démystifier le taux de croissance, faire apparaître les conséquences humaines et le coût réel du fonctionnement du système industriel<sup>53</sup>». Leur rôle consisterait ensuite à objectiver les problèmes ressentis par les individus pour mieux orienter ces affects vers une action collective contre les inégalités. Il se distingue alors en repensant l'usage de la méthode d'enquête acquise au sein de la JOC. En insistant sur la singularité du rapport ouvrier au savoir, il considère que «l'activité intellectuelle n'est pas livresque» et affirme que «pour les travailleurs, l'intelligence et la réflexion intellectuelle ont quelque chose de spécifique». Sa démarche laisse poindre trois temps complémentaires. Il propose d'abord de se fonder sur les affects éprouvés par les salariés, pour ensuite entreprendre des enquêtes et objectiver les conditions de travail dans une argumentation (présumée) plus rationnelle<sup>54</sup>, avant de soumettre ces constats à la délibération des salariés. Il assume l'usage de cette méthode, par la suite, à l'occasion de différents conflits du travail ou de mobilisations populaires<sup>55</sup>.

Quelques années plus tard, Frédo Krumnow approfondit sa réflexion sur les enjeux écologiques dans le cadre d'une analyse sur les conditions d'une «transition au socialisme autogestionnaire<sup>56</sup>». Bien qu'il ne prône jamais la réduction de la production, ni une «décroissance», il souligne que

«si c'est pour faire la même chose, fabriquer les mêmes produits, rendre les mêmes services que la société capitaliste, ce n'est pas la peine de changer de société (...). [L']émancipation suppose des changements plus fondamentaux qu'un simple accroissement des biens de consommation (...). La transition vers le socialisme doit conduire à une modification profonde du taux de croissance par la révision de la fonction même des biens et des services par rapport aux besoins. Dans un certain sens, une réduction de la surconsommation sera nécessaire. La société socialiste n'est pas celle de “la grande bouffe”, mais celle d'une production vraiment adaptée aux besoins et tenant compte des équilibres écologiques<sup>57</sup>».

---

51 A-CFDT, 7H262. «Lutte contre les inégalités» p. 20.

52 *Ibid.*, p. 41

53 *Ibid.*, p. 32

54 On retrouve ici les caractéristiques pointés par la science politique à propos de l'usage des émotions dans l'action collective, voir Christophe Traïni et Johanna Siméant, «Pourquoi et comment sensibiliser à sa cause», Christophe Traïni (éd.), *Émotions... mobilisation !*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009, p. 20.

55 Frédo Krumnow, *Croire. (note 18)*, p. 23 et 116

56 Ce texte, inédit, fut publié dans Frédo Krumnow, *CFDT au cœur*, Syros, Paris, 1976, pp. 177-191.

57 *Ibid.*, pp. 185-188.

Affirmant la nécessité de penser le caractère limité des ressources naturelles, plaidant pour des circuits courts de consommation, empruntant à Ivan Illich la notion de seuil de contre-productivité pour dénoncer l'usage de l'automobile<sup>58</sup>, les thèmes évoqués par le syndicaliste s'inscrivent dans les préoccupations qui traversent les mouvements écologistes qui lui sont contemporains. Toutefois, la question des atteintes à la santé par la pollution industrielle (dans et hors les entreprises) va peu à peu focaliser son attention: cette préoccupation consacre la singularité de l'environnementalisme ouvrier vis-à-vis des mouvements écologistes des années soixante-dix.

## Luttes pour la santé à l'heure de la crise environnementale

En 1971, alors que Edmond Maire prend la fonction de secrétaire général de la CFDT, Frédo Krumnow devient responsable confédéral de l'action revendicative. Sa fonction le conduit à s'intéresser aux conflits caractéristiques de la séquence «d'insubordination ouvrière des années soixante-huit<sup>59</sup>». Il devient l'observateur attentif des «révoltes de ceux qui sont laissés pour compte de la croissance et de l'expansion<sup>60</sup>», c'est-à-dire des ouvriers peu qualifiés et moins intégrés aux organisations syndicales (à commencer par les travailleurs immigrants et les femmes). Usant d'un répertoire d'action moins rôdé, leurs mobilisations bousculent les habitudes revendicatives des organisations syndicales. La CFDT leur apporte toutefois son soutien d'autant plus prestement qu'elle se démarque ainsi des pratiques cégétistes<sup>61</sup>. L'une des singularités des luttes ouvrières des années soixante-dix réside dans l'affirmation de revendications contestant la logique de réparation financière des atteintes à la santé au travail. Jusqu'alors, tout en portant une attention aux facteurs pathogènes, les pratiques syndicales s'inscrivaient dans le cadre juridique hérité des lois de 1898 sur les accidents du travail et de 1919 sur les maladies professionnelles. Ces deux lois assuraient la continuité des activités productives fondées sur le recours aux machines dangereuses ou aux substances pathogènes, en les soustrayant au droit pénal et en consacrant une logique de compensation financière des préjudices subis au travail. Or, dès 1970, des mobilisations menées par des salariés des industries chimiques prennent position contre cette logique de compensation

---

58 Sur la notion de seuil chez Ivan Illich, voir Thierry Paquot, *Introduction à Ivan Illich*, La Découverte, Paris 2012, pp. 33-66 et p. 107.

59 Xavier Vigna, (*note 12*)

60 Frédo Krumnow, «Préface», in: Guy Lorant (éd.), *4 grèves significatives*, Épi, Paris, 1972, p. 5.

61 Voir le communiqué de la Commission exécutive de la CFDT, en date du 22 octobre 1971, ciblant la CGT pour affirmer que «la condamnation de certaines formes d'action n'a de sens que si les réalités révélées par le phénomène gauchiste sont reconnues et prises en compte par les organisations syndicales», cité dans *Ibid.*, p. 19

financière lors de luttes qui rencontrent l'intérêt de la CFDT<sup>62</sup>, qui pourra aller jusqu'à reprendre le mot d'ordre du «refus de monnayer la santé des travailleurs<sup>63</sup>».

Ces conflits interpellent d'autant plus le militant qu'il souffre lui-même d'un cancer, dont il décède le 19 mai 1974. Au cours de sa maladie, son investissement se poursuit dans l'Action catholique ouvrière où il procède à une révision de vie<sup>64</sup>. Ce texte très dense peut se lire comme une façon, pour le militant, d'insérer cette expérience dans sa trajectoire biographique<sup>65</sup>. Pourtant, cet écrit est plus qu'une parole individuelle. La révision constitue un moment de confrontation d'un «fait de vie» à la discussion collective: dès lors, l'expérience acquière sa signification au travers des échanges entre militants chrétiens. Selon les termes de Frédo Krumnow, «il ne s'agissait pas de demander: “pourquoi moi ? Pourquoi lui ?” mais: “pourquoi y en a-t-il autant qui sont touchés ? Pourquoi un tiers de décès par maladie cardio-vasculaires, un tiers par le cancer ? (...) La foi, avant d'être exigence à l'engagement, est exigence à l'investigation la plus complète et la plus rationnelle des réalités<sup>66</sup>». Le texte postule d'emblée que «la maladie n'est pas un hasard mais le résultat d'un péché collectif» et le cancer est interprété comme le produit d'un consentement des contemporains à l'expansion des pollutions. Il écrit que

«Nous laissons l'industrie polluer l'atmosphère par des tonnes de gaz carbonique et de vapeurs toxiques (...). Nous laissons les capitalistes polluer l'eau des rivières, des fleuves, des mers et des océans qui pourraient être source de tant de vie, et nous y contribuons en y larguant nos déchets sans prendre garde. Nous laissons la société capitaliste nous condamner à accumuler et jeter de plus en plus d'ordures. Nous laissons l'industrie alimentaire et l'agriculture empoisonner les aliments (...). Tous ces terrains sont les terrains d'un péché collectif contre la santé dans lequel nous sommes engagés, bien malgré nous, par la méconnaissance que nous en avons, l'indifférence ou l'inaction (...).

Non ! La maladie n'est pas l'accident inévitable qui survient. C'est le péché sous toutes ses formes dans une société se développant sur la soif de profit et de pouvoir, une société de classe, une société d'exploitation. Le péché contre la santé est cela et nous y sommes du nôtre (...). Qui donc n'a jamais péché contre sa santé et celle des autres ? Par indifférence, par goinfrerie, par suralimentation, par inattention, par une contribution au développement de la pollution ? Ce n'est pas Dieu le responsable qu'il faut interpeller (...) ! C'est l'Humanité et chacun d'entre nous<sup>67</sup>».

L'affirmation de la responsabilité humaine dans la crise environnementale se double toutefois du constat de responsabilités et de répercussions distinctes selon les groupes sociaux. Il relève ainsi

---

62 C'est le cas notamment du conflit Penarroya. Voir l'article de David Anselme, *Ibid.*, ainsi que les travaux de Laure Pitti, «Experts “bruts” et médecins critiques. Ou comment la mise en débat des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970», in: *Politix*, n° 91, 2010, pp. 103-132.

63 Entretien dans *Témoignage Chrétien* (15 mars 1973), cité dans: Frédo Krumnow, *CFDT au cœur* (note 18), p. 104.

64 Ce texte se trouve dans Frédo Krumnow, *Croire* (note 18), pp. 133-139.

65 Cynthia Mathieson et Henderikus Stam, «Renegotiating identity: cancer narratives», *Sociology of Health & Illness*, vol. 17/3, 1995, p. 299. Voir le chapitre consacré à l'expérience de la maladie dans la synthèse de Benjamin Derbez et Zoé Rollin, *Sociologie du cancer*, La Découverte, Paris, 2016, pp. 73-98.

66 Frédo Krumnow, *Croire* (note 18), p. 135

67 *Ibid.*, p. 137

qu'un département industrialisé (la Seine-Saint-Denis) est plus exposés aux cancers et interprète la moindre espérance de vie des résidents des foyers ouvriers est présentée comme le produit d'une impossibilité financière de se soustraire aux environnements à risques<sup>68</sup>.

Ces inégalités environnementales se prolongeraient dans les disparités existant dans l'accès au système de santé. Il livre ensuite une réflexion critique de la dépersonnalisation causée par le fonctionnement des institutions médicales, où le patient serait transformé en « cas, un objet dans la main dominante du médecin (...). Quand il daigne livrer quelques os à notre inquiétude, il parle le charabia de sa secte sans se donner la peine de traduire (...). Nous laissons des malades devenir des vésicules biliaires, des ablations du sein, des infarctus, des néos du colon, des ulcères d'estomac. Nous tolérons la position dominante des médecins par rapport au malade et au personnel hospitalier<sup>69</sup> ». Cette remarque reflète l'influence des pratiques de médecine ouvrière développées à l'occasion des luttes d'usine en santé au travail, lorsque des médecins se proposaient d'instaurer un dialogue avec les salariés malades, afin qu'ils puissent orienter eux-mêmes leurs mobilisations<sup>70</sup>. Frédo Krumnow affirme que les patients devraient s'approprier un savoir sur leurs pathologies et contraindre les médecins à livrer des explications pour assurer une autonomie des patients<sup>71</sup>.

Selon l'historien Joachim Radkau, les contemporains apprenaient alors à cohabiter avec des cancers qui se présentaient comme « une métaphore pour les problèmes environnementaux<sup>72</sup> ». La révision de vie de Frédo Krumnow partage cette anxiété, mais elle se singularise en s'opposant aux représentations faisant du cancer le revers empoisonné de la prospérité ou le fruit de comportements individuels. Au contraire, il se situe dans une conception de la santé publique qui place l'être humain au sein de rapports sociaux et considère que la pathologie germe à cause d'une indifférence collective à l'usage de substances nocives dans les procédés de production. Ce texte se clôt finalement en relevant les alternatives portées par les luttes ouvrières et environnementales des années soixante-dix, présentées comme autant de voies d'une « rédemption » face au « péché collectif » que représenterait la crise écologique. Il s'attarde sur l'agriculture paysanne et biologique, l'organisation de circuits courts de consommation, l'action pour transformer le système de santé, ou encore la pratique d'une médecine assurant un dialogue avec les patients.

---

68 *Ibid.*, p. 137

69 *Ibid.*, p. 133-137.

70 Pascal Marichalar et Laure Pitti, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur les mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196, 2013, pp. 116-133.

71 Ces analyses rappellent celles développées peu après par Ivan Illich, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Le Seuil, Paris, 1975.

72 Joachim Radkau, *Nature and Power. A Global History of the Environment*, Cambridge University Press, New-York, 2008, p. 266.

## Un environnementalisme ouvrier

Figure travaillée par l'oubli, invisibilisée dans l'histoire syndicale, inconnue des militants écologistes, abandonnée par ses héritiers écosocialistes, l'œuvre de Frédo Krumnow est devenue peu encombrante. Dès lors, pourquoi la revisiter? En premier lieu, les fulgurances de l'ouvrier alsacien peuvent présenter un intérêt historiographique. Elles interpellent en effet les historiens du politique, en venant troubler les tentatives d'écrire une histoire de l'écologie politique sans sa composante ouvrière. Elles perturbent également les mémoires militantes, lorsque celles-ci livrent un récit aussi apaisé qu'oublieux des délibérations conflictuelles qui sont au cœur de l'élaboration démocratique des programmes syndicaux.

Par-delà cet intérêt historiographique, ce survol biographique témoigne d'un parcours qui emprunte les chemins ordinaires d'un militant alsacien, ouvrier et chrétien dans l'après-guerre. Frédo Krumnow mobilise pourtant de manière originale les méthodes qu'il acquiert à la JOC, car il témoigne d'une préoccupation constante d'articuler l'étude des conditions concrètes de la vie ouvrière à l'usage politique des émotions nées de cette expérience. Alors que la pollution pouvait être ressentie comme un «mal nécessaire» et pensée comme une question soustraite au débat public, le syndicaliste propose de rendre visible les exaspérations provoquées par cette cohabitation avec les nuisances, afin de leur donner un caractère collectif et politique.

Les préoccupations environnementales de Frédo Krumnow s'ancrent ainsi dans les expériences des mondes ouvriers. Plutôt que de préconiser des mesures de «protection de la nature», le cédétiste se montre concerné par le sort des communautés ouvrières exposées aux pollutions industrielles (dans et hors travail), ou confrontées à la dépossession d'espaces ou de ressources auparavant publiques. Les arguments à l'appui de cette démarche puisent rarement dans le registre de la «protection de la nature», mais plaident plutôt en faveur de la santé environnementale ou protestent au nom d'une dignité heurtée par la cohabitation avec les nuisances. En conséquence, il énonce des propositions en vue de renforcer le contrôle des salariés sur l'organisation du travail, de réorienter les finalités de la production, de transformer le système de consommation, ou encore d'assurer une prévention des facteurs environnementaux générant des maladies chroniques. Il participe ainsi à la formation d'un environnementalisme ouvrier, clairement marqué à la gauche du spectre politique<sup>73</sup>.

À l'instar de courants similaires dans plusieurs pays industrialisés<sup>74</sup>, cet environnementalisme

---

73 Au cours de ces années, il s'exprime aussi au sein d'associations environnementalistes intégrant des syndicalistes. Voir Gwenola Le Naour, «Du lac Léman à la Méditerranée, des «empêcheurs de polluer en rond», une association de communes dans la lutte contre les pollutions du fleuve Rhône (1971-1982)», Laura Centemeri et Xavier Daumalin (éd.), *Pollutions industrielles et espaces méditerranéens, XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Karthala, 2015, pp. 181-196

74 Voir notamment Stefania Barca, *art.cit. (note 10)*; Katrin MacPhee, «Canadian Working-class Environmentalism,

s'affirme au moment où les mouvements se revendiquant de l'écologie politique acquièrent une audience et une visibilité accrue. Pourtant, ces militants ne recourent pas toujours au qualificatif «d'écologistes» lorsqu'ils se désignent eux-mêmes. En effet, cette notion restait un opérateur de distinction dans le champ politique: être «écologiste» revenait à s'assigner un statut de minorité politique. Ces militants recouraient donc à un vocable plus fédérateur dans le contexte des années soixante-huit et principalement articulé autour des thèmes du socialisme autogestionnaire. Ce refus de se désigner «écologistes» nous alerte également sur le risque de l'anachronisme : alors qu'une vision présentiste conduirait à penser des oppositions binaires (entre mouvements syndicaux et écologistes), le militant alsacien ne percevait aucune discontinuité entre ses engagements sociaux et environnementaux. Sa pensée traduit une imbrication de la défense des intérêts des salariés et de la protection de l'environnement. Ce qu'il entend surmonter, ce n'est pas une opposition entre l'emploi et l'environnement, mais plutôt la tension entre les intérêts des salariés en tant que producteurs (dans le cadre de la relation de subordination salariale à l'intérieur de l'entreprise) et les intérêts de ces mêmes salariés en tant que consommateurs ou citoyens (dans l'espace public hors du travail).

La singularité de cette contribution dans l'histoire de l'écologie réside dans la volonté de penser la réponse aux enjeux environnementaux, non seulement à la «gauche» du spectre politique, mais surtout à partir d'une réflexion ancrée dans le quotidien des salariés. L'environnementalisme ouvrier se singularise ainsi rapidement par son attention soutenue aux inégalités, esquissant un projet liant justice sociale et justice environnementale. Occupant une position singulière dans l'histoire de l'écologie, cette démarche fondait également une démarcation dans le paysage syndical français. Elle supposait d'abord de renforcer les pratiques interprofessionnelles par rapport aux initiatives syndicales menées à l'échelle des entreprises. Elle impliquait ensuite d'extraire les propositions syndicales du cadre strict de la relation salariale et rompait ainsi le «compromis fordiste», en refusant par exemple de réduire les revendications en faveur de la santé des travailleurs à la compensation financière des risques. Aujourd'hui oubliée, cette contribution nourrit pourtant le programme syndical de la CFDT jusqu'à son «recentrage» à l'issue des années soixante-dix. En ce sens, la pensée de Frédo Krumnow constitue une source majeure et négligée d'une écologie politique de gauche dans le contexte francophone.